

Avignon, le 17 décembre 2007

P3 – n° 64-390

<p style="text-align: center;">RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT</p>
--

Objet : Installation classée pour la protection de l'environnement.

Exploitant : Société EMVR - Route de Pont Saint Esprit - 84840 LAMOTTE DU RHONE
(N° Gidic P3/64 390).

La société EMVR dont le siège social se situe Route de Pont Saint Esprit à 84840 LAMOTTE DU RHONE est autorisée à exploiter une centrale fixe d'enrobage à chaud sur son site industriel situé à la même adresse.

L'exploitation de la centrale a été autorisée par arrêté en date du 6 avril 1977. Les installations doivent en outre être exploitées conformément aux prescriptions de l'arrêté du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, applicables aux installations existantes.

Lors de la visite effectuée le 30 octobre 2007, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant ne respectait pas les prescriptions des arrêtés susvisés et particulièrement sur les points suivants :

1. Concernant les rejets atmosphériques : l'exploitant ne peut justifier du respect des valeurs limites d'émission prévues à l'article 27 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998. Les paramètres COV, NOx et SO2 n'ont pas fait l'objet de mesures.
2. Concernant la prévention de la pollution des eaux : la cuvette de rétention équipant le stockage des bitumes n'est pas étanche. Les murs sont fortement détériorés (larges fissures). Ce qui constitue une non conformité à l'article 9 de l'arrêté du 6 avril 1977.

Ces constats ont été notifiés à l'exploitant le jour de la visite par la remise de deux fiches d'écart (voir P.J. n° 1 et 3). Ce dernier disposait d'un délai de trois semaines pour proposer des actions correctives avec leurs délais de réalisation.. L'exploitant n'a pas apporté de réponses satisfaisantes pour remédier à ces non conformités.

En conséquence, nous proposons à Monsieur le Préfet de Vaucluse de mettre en demeure la société EMVR, sous trois mois, de respecter les dispositions de l'article 27 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 et de l'article 9 de l'arrêté du 6 avril 1977.

Un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure est annexé au présent rapport.

Nous adressons le présent rapport à Monsieur le Préfet de Vaucluse, bureau de l'Environnement.

L'inspecteur des installations classées